



Commissariat aux comptes

Arnaud BERNARD – Adrien MOLEND – Damien VALLEE

www.slgexpertise.fr – accueil@slgexpertise.fr

LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX LPO

Siège social : Les Fonderies Royales
17305 ROCHEFORT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS *Exercice clos le 31 décembre 2024*

Aux membres de l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association LPO relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association LPO à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

SLG Expertise : 10 rue Pergolèse - 75016 PARIS - Tél : 01 42 25 53 64 - Fax : 01 40 74 07 03
Bureau secondaire : 867 avenue de la République - 59700 MARCQ en BAROEUL - 03 28 36 28 60 - Fax : 03 20 86 45 95
SAS au capital de 75 000 € - R.C.S. Paris 320 853 518 – NAF 6920Z

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Comme indiqué en annexe, les produits liés à l'activité sont enregistrés par nature en comptabilité (legs, donations et assurances-vies). Nos diligences ont consisté à contrôler la bonne affectation comptable de ces différents produits, le respect de la séparation des exercices par l'analyse des produits constatés d'avance et des fonds dédiés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association LPO à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer

la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Marcq-en-Barœul
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES
SLG EXPERTISE

Signé par Arnaud Bernard
Le 17/06/2025



Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Ligue pour Protection des Oiseaux

Comptes annuels



Bilan Actif

Ligue pour Protection des Oiseaux

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	11 996 375	6 723 710	5 272 664	5 234 820
	Immobilisations incorporelles en cours	84 667		84 667	50 040
	Avances et acomptes				
	TOTAL	12 081 042	6 723 710	5 357 331	5 284 860
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	4 647 010	209 679	4 437 331	4 185 136
Actif circulant	Constructions	4 163 701	1 703 453	2 460 247	1 995 283
	Inst. techniques, mat.out.industriels	7 367 463	5 135 081	2 232 381	2 499 384
	Immobilisations corporelles en cours	24 677		24 677	7 000
	Avances et acomptes				23 789
	TOTAL	16 202 852	7 048 214	9 154 638	8 710 593
	Biens recus par legs ou donations destinés à être cedés	2 030 960		2 030 960	1 699 160
	Immobilisations financières				
	Participations et créances rattachées	691		691	691
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres	23 713		23 713	21 713
	TOTAL	24 404		24 404	22 404
Total I		30 339 259	13 771 925	16 567 334	15 717 018
Actif circulant	Stocks et en cours	997 671	16 490	981 181	1 092 227
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 748 273	41 958	1 706 315	1 200 077
	Créances reçues par legs ou donations	1 391 545		1 391 545	1 432 267
	Autres	6 635 482		6 635 482	6 379 921
	TOTAL	9 775 300	41 958	9 733 342	9 012 266
	Valeurs mobilières de placement	4 025 388		4 025 388	3 317 375
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	1 053 140		1 053 140	1 010 168
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	181 420		181 420	150 519
	TOTAL II	16 032 921	58 448	15 974 472	14 582 556
Frais d'émission des emprunts III					
Primes de remboursement des emprunts IV					
Ecart de conversion Actif V					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		46 372 180	13 830 373	32 541 806	30 299 575
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan Passif

Ligue pour Protection des Oiseaux

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	937 368	937 368
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	6 573 198	6 950 759
	Report à nouveau		
	Resultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	155 945	-377 560
	Situation nette (sous-total)	7 666 511	7 510 566
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	5 685 598	5 955 537
	Provisions réglementées		
Total I		13 352 110	13 466 104
Autre fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations	3 551 046	3 198 951
	Fonds dédiés	4 963 284	3 994 445
	Total II	8 514 330	7 193 396
Provision	Provisions pour risques	166 651	310 902
	Provisions pour charges	1 449 512	1 243 042
	Total III	1 616 164	1 553 945
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	2 431 294	2 665 550
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 117 645	2 271 695
	Dettes des legs ou donations	667 147	
	Dettes fiscales et sociales	2 514 926	2 353 273
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	523 106	186 116
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	805 081	609 493
Total IV		9 059 201	8 086 128
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		32 541 806	30 299 575
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de résultat

Ligue pour Protection des Oiseaux

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	2 033 009	1 924 459
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	4 769 442	4 783 057
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	3 716 591	3 272 663
	<i>dont parrainages</i>	626 380	
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	9 504 377	8 399 342
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	5 598 845	4 891 801
	Mécénats	1 427 795	1 229 363
	Legs, donations et assurances-vie	2 453 754	2 039 354
	Contributions financières	354 946	509 317
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	415 079	481 329
	Utilisations des fonds dédiés	1 657 747	2 083 557
	Autres produits	306 902	277 336
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		32 238 494	29 891 584
Charges d'exploitation	Achats de marchandises	2 741 336	2 702 714
	Variation de stocks	116 492	72 104
	Autres achats et charges externes (1)	7 312 200	7 260 419
	Aides financières	1 173 640	1 427 846
	Impôts, taxes et versements assimilés	1 296 793	1 201 739
	Salaires et traitements	10 355 005	9 874 386
	Charges sociales	3 824 732	3 544 048
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 592 454	2 385 438
	Dotations aux provisions	234 794	27 200
	Reports en fonds dédiés	2 626 586	1 944 605
	Autres charges	88 579	81 540
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		32 362 616	30 522 045
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-124 122	-630 461

Compte de résultat

Ligue pour Protection des Oiseaux

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	5 913	16 142
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	23	23
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	45 592	
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	51 529	16 165
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	22	23
	Intérêts et charges assimilées	49 362	28 606
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		11
	TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES IV	49 384	28 641
	2. Résultat financier (III-IV)	2 144	-12 475
	3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)	-121 977	-642 936
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	291 265	274 008
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	291 265	274 008
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	-3 155	4 285
	Sur opérations en capital	6 857	2 427
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	3 702	6 712
	4. Résultat exceptionnel (V-VI)	287 563	267 296
	Participation des salariés aux résultats VII		
	Impôts sur les bénéfices VIII	9 641	1 921
	Total des produits (I + III + V)	32 581 289	30 181 759
	Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	32 425 344	30 559 319
	EXCÉDENT OU DÉFICIT	155 945	-377 560
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
	Dons en nature	87 503	101 981
	Prestations en nature	203 976	415 527
	Bénévolat	4 764 186	5 522 095
	Total	5 055 665	6 039 603
Charges des contributions volontaires en nature			
	Secours en nature		
	Mises à disposition gratuite de biens	87 503	101 981
	Prestations en nature	203 976	415 527
	Personnel bénévole	4 764 186	5 522 095
	Total	5 055 665	6 039 603

Association LPO

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos
le 31 décembre 2024

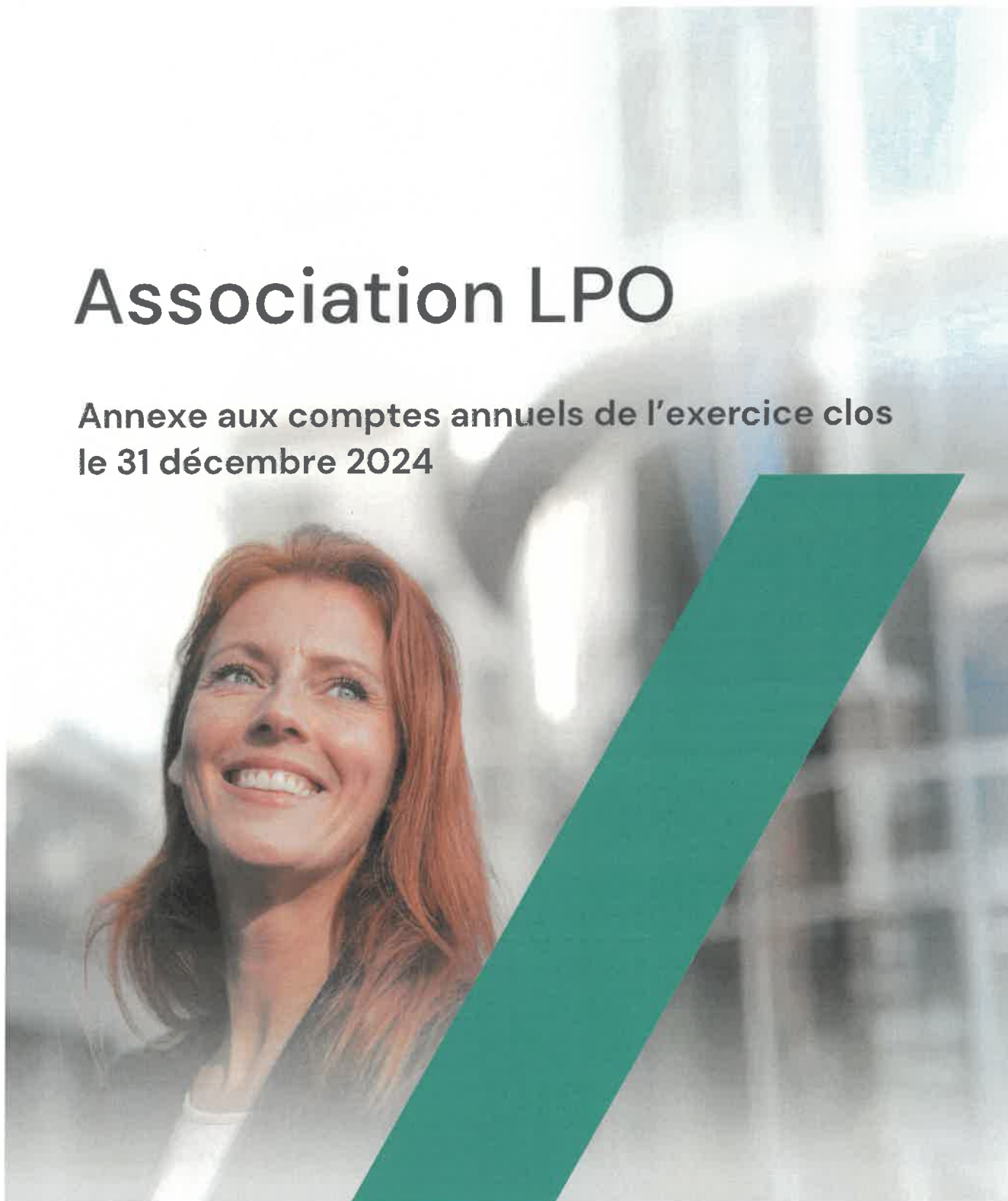


Table des matières

1	Objet social	4	
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	5	
3	Description des moyens mis en œuvre	6	
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	7	7
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	7	
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	7	
5	Principes et méthodes comptables	7	
5.1	Principes généraux	7	
5.1.1	Changements de méthode comptable	7	
5.2	Principales méthodes comptables	7	
5.3	Actif immobilisé	9	
5.3.1	État de l'actif immobilisé (brut)	9	
5.3.2	Amortissements de l'actif immobilisé	11	
5.3.3	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	12	
5.3.4	Stocks et en cours	12	
5.3.5	Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations	12	
5.4	Tableau des dépréciations de l'Actif	13	
5.5	Fonds propres	13	
5.5.1	Tableau de variation des Fonds propres	14	
5.5.2	Fonds propres sans droit de reprise	15	
5.5.3	Subventions d'investissement	15	
5.6	Fonds reportés et dédiés	16	
5.6.1	Fonds reportés liés aux legs ou donations	16	
5.6.2	Fonds dédiés	17	
5.7	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	18	
5.7.1	Aménagement du cadre général – Diminutions (colonne C)	19	
5.8	Provision pour risques et charges	19	
5.8.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	19	
5.9	Produits et charges constatés d'avance	20	
6	Informations relatives au Compte de résultat	20	
6.1	Compte de résultat par origine et destination (CROD)	21	
6.2	Produits par origine	22	
6.2.1	Produits liés à la générosité du public	22	
6.2.2	Dons, legs et mécénat	22	
6.2.3	Produits non liés à la générosité du public	23	
6.2.4	Subventions et autres concours publics	24	
6.2.5	Reprises sur provisions et dépréciations	25	
6.3	Charges par destination	25	
6.3.1	Missions sociales	25	
6.3.2	Frais de recherche de fonds	26	
6.3.3	Frais de fonctionnement	26	
6.3.4	Dotations aux provisions et dépréciations	27	

6.4	Produits par origine des contributions volontaires en nature du CROD	27	
6.4.1	Contribution volontaires (Produits) liés à la générosité du public	28	
6.5	Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges		28
6.5.1	Aides financières	28	
6.6	Compte d'emploi des ressources	30	
6.7	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	31	
6.7.1	Honoraires des commissaires aux comptes	31	
7	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants		31
7.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	31	
8	Informations relatives à l'effectif		31

1 Objet social

La LPO a pour objet sur le territoire national et ponctuellement à l'international, d'agir ou de favoriser les actions en faveur de la nature et de la biodiversité.

Pour mener à bien ses actions en faveur de la nature et de la biodiversité, les domaines d'intervention de la LPO sont :

- La connaissance, l'expertise et la recherche ;
- La protection, la conservation et la défense ;
- La gestion et la reconquête ;
- L'éducation et la valorisation.

L'association contribue à l'observation, à la compréhension et au suivi de l'évolution de la nature et de la biodiversité en proposant toutes actions qui leur seraient favorables.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Les actions mises en place par l'association pour mener à bien son objet social concernent les secteurs suivants :

En matière de connaissances :

- L'acquisition de connaissances, la gestion de données et la réalisation d'expertises.
- L'organisation de conférences, visites de terrain, stages ou voyages.

En matière de conservation :

- La création, le soutien à la création et la gestion d'espaces naturels protégés.
- L'acquisition, la gestion et la mise en valeur d'espaces, sites, immeubles et équipements.
- Le soin à la faune en détresse.
- L'animation d'un réseau national d'espaces privés et publics labellisés par la LPO (type Refuges).

En matière d'éducation et de communication :

- La formation.
- L'animation, l'éducation, la conception et la diffusion d'outils pédagogiques.
- La mise en place de toute action de communication et de sensibilisation liée à l'objet de l'association.
- L'élaboration et la publication de tout document et notamment support de communication.

En matière de plaidoyer :

- La participation, le soutien, la coopération, l'organisation et la représentation, sous toutes ses formes, à des structures privées ou publiques.
- La contribution à l'élaboration des politiques publiques.
- L'interpellation des pouvoirs publics et de la société civile.
- La mise en œuvre des politiques nationales et européennes.
- La mobilisation du grand public.

D'une manière générale :

- La participation, l'animation ou le soutien sous toute autre forme utile à des réseaux thématiques, constitués en structures juridiques ou non.
- L'acquisition, la gestion par tout moyen, des patrimoines corporels ou incorporels, mobiliers ou immobiliers.
- La vente, permanente ou occasionnelle, de tous produits ou services.
- La représentation ou la défense de toutes causes en lien avec l'objet statutaire.

- La capacité d'ester en justice et d'engager toute action ou procédure en lien direct ou indirect avec son objet social.
- La contribution à l'évolution des textes de droit.
- La sensibilisation et la mobilisation des entreprises.
- La diffusion de produits et fournitures de services.
- La remise de récompenses.
- Le développement de solutions innovantes et/ou expérimentales.
- La gestion d'établissements et d'activités délocalisés.
- La mise à disposition et les détachements de salariés.

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par l'entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements :
 - Engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice.
 - La campagne 2019 de collecte de rue (1 056K€) s'amortit totalement sur l'exercice. La LPO a initié un programme de collecte de dons par prélèvement automatique mensuel opéré dans la rue par des prestataires. Ce programme est amorti sur 5 ans au regard de ses taux de rentabilité et des emprunts bancaires contractés pour le financer.
- Ressources humaines :
 - La LPO emploie 308 salariés au 31/12/2024, soit +23 par rapport à l'effectif présent au 31/12/2023. La LPO a recruté 110 salariés en 2024 (contre 93 en 2023 et 103 en 2022), dont 23 CDI (17 en 2023) et 87 CDD (contre 76 en 2023). La LPO a enregistré 83 départs en 2024, contre 80 en 2023 et 77 en 2022.
 - L'effectif de la LPO est constitué de 261 Contrats à Durée Indéterminée (CDI) et de 47 Contrats à Durée Déterminée (CDD) au 31/12/2024. Soit +19 CDI et +4 CDD par rapport à fin 2023.
- Autres moyens/dépenses engagées
 - En 2024, 94 salariés ont bénéficié d'une formation, soit 31 % de l'effectif global établi au 31 décembre. Ils étaient 158 salariés en 2023 (55% de l'effectif) et 140 en 2022 (51 % de l'effectif). Le pourcentage de salariés formés est en baisse. Ces salariés ont suivi au global 120 formations pour un volume total de 2 036 heures (contre 4 128 heures en 2023 et 3 678 heures en 2022).

En 2024, le coût global des formations dispensées s'est élevé à 112 293 €. La LPO a obtenu pour 78 138 € de financement de la part de son OPCO et a donc dû mobiliser 34 155 € de ses ressources propres.

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas de fait caractéristique d'importance significative à signaler au titre de l'exercice clos.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2020.

Les comptes annuels de l'entité sont arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changements de méthode comptable

Néant.

5.2 Principales méthodes comptables

L'entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213-22, 221-1 et 222-1.

Informations relatives aux postes du bilan :

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir.

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété

étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

L'entité applique l'article 132-3 du règlement ANC 2018-06 dans le cadre de financement d'investissement par des contributions privées. L'association étale donc l'utilisation des contributions privées via des fonds dédiés selon le rythme d'amortissement du bien concerné.

5.3 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

5.3.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions (1)	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	12 121 663 €	2 082 649 €	2 123 269 €	12 081 042 €
Immobilisations corporelles	15 119 212 €	1 747 335 €	663 695 €	16 202 852 €
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	1 704 160 €	392 000 €	65 200 €	2 030 960 €
Immobilisations financières	22 404 €	3 000 €	1 000 €	24 404 €
Total	28 967 439 €	4 224 984 €	2 853 164 €	30 339 258 €

5.3.1.1 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne B
(augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles			2 082 649 €		
Immobilisations corporelles			1 747 335 €		
Immobilisations financières			3 000 €		
Total			3 832 984 €		

5.3.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	6 836 803 €	1 915 634 €	2 028 725 €	6 723 712 €
Immobilisations corporelles	6 408 618 €	676 825 €	37 225 €	7 048 219 €
Immobilisations financières				
Total	13 245 421 €	2 592 459 €	2 065 950 €	13 771 931 €

5.3.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement		Postes du résultat avec dotation		
	Mode	Taux	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	L	Variable	1 915 634 €	0 €	0 €
Immobilisations corporelles	L	Variable	676 825 €	0 €	0 €
Immobilisations financières	NA	NA		0 €	0 €
Total			2 592 459 €	0 €	0 €

5.3.2.2 Précisions sur les durées d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	60 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 ans
Installations générales	Linéaire	10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 ans
Matériel éducatif	Linéaire	4 ans
Autres équipements	Linéaire	4 ans

5.3.3 Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

5.3.4 Stocks et en cours

Les stocks de marchandises et approvisionnements sont évalués en fonction du prix moyen unitaire pondéré. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Des provisions ont été constituées si la valeur de réalisation nette est inférieure au coût des produits en stock. La méthode statistique appliquée au coût d'entrée a conduit à appliquer les taux forfaitaires suivants :

Dernière date d'entrée en stock	Taux forfaitaire (% de dépréciation)
Inférieure à 2 ans	0
Supérieure à 2 ans et inférieure à 3 ans	30
Supérieure à 3 ans et inférieure à 4 ans	60
Supérieure à 4 ans	95

Valorisation des stocks au 31 décembre :

Catégorie de stocks	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
CHEPTEL	40 010 €	0 €	40 010 €
BOUTIQUE – MARCHANDISES	957 662 €	16 491 €	941 171 €
Total	997 672 €	16 491 €	981 181 €

5.3.5 Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations

5.3.5.1 Créances reçues par legs ou donations

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres.

5.4 Tableau des dépréciations de l'Actif

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	5 000 €		5 000 €	0 €
Stocks				
Créances				
Immobilisations financières				
Total	5 000 €		5 000 €	0 €

5.5 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

5.5.1 Tableau de variation des Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont généré site du public	Montant	Dont généré site du public	Montant	Dont généré public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	937 368 €							937 368 €
Réserves	6 950 759 €	-377 561						6 573 198€
Report à nouveau	0 €							0 €
Excédent ou déficit de l'exercice	-377 561 €			155 945		377 561 €		155 945€
Situation nette	7 510 567 €							7 510 567 €
Subventions d'investissement	5 955 538 €			549 124 €		819 064 €		5 685 598 €
Total	13 466 105 €	- 377 561€		705 069 €		1196 625 €		13 352 110 €

5.5.2 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres complémentaires	937 368 €			937 368 €
- Première situation nette établie				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
- Dotations non consommables				
- Autres apports sans droit de reprise				

5.5.3 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribué à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

L'entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présenté au bilan (traitement comptable appliqué

rétrospectivement dès le 1^{er} exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

Tableau des subventions d'investissements

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	8 710 196 €	128 243 €	559 636 €	8 278 803 €
Quotes-parts virées au résultat	2 754 658 €	276 481 €	437 934 €	2 593 205 €
Montant net en fonds propres	5 955 538 €			5 685 598 €

5.6 Fonds reportés et dédiés

5.6.1 Fonds reportés liés aux legs ou donations

Les fonds sont dits « reportés » et comptabilisés en charge « reports en fonds reportés » quand l'entité n'a pas encore encaissé ou transféré à la clôture les montants correspondants, comptabilisé en produits d'exploitation au cours de l'exercice.

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation du legs ou de la donation, avec pour contrepartie le compte « utilisation de fonds reportés », poste « Utilisation des fonds dédiés » (et reportés) dans les Produits au compte de résultat.

Les opérations suivantes entraînent une variation des fonds reportés :

1) Report (Augmentation) :

- Comptabilisation en produit d'un actif net représentatif d'un legs ou d'une donation acceptée dans l'exercice et non encore disponible ;
- Paiement d'une dette sur legs ou donations ;
- Reprise d'une provision pour charges sur legs ou donations.

2) Utilisation (Diminution) :

- Vente d'un bien reçu par legs ou donations destiné à être cédé ;
- Dotation d'une dépréciation portant sur un bien reçu par legs ou donations destiné à être cédé ;
- Réception des fonds ou transfert des titres d'une créance reçue par legs ou donations.

Situations Ressources	Montant total des fonds	A l'ouverture de l'exercice	Report (augmentation)	Utilisation (Diminution)	A la clôture de l'exercice
Legs et donations	3 551 047 €	3 198 952 €	1 112 645 €	760 550 €	3 551 047 €
Total	3 551 047 €	3 198 952 €	1 112 645 €	760 550 €	3 551 047 €

5.6.2 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise cependant que (désormais) à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés à la clôture de l'exercice provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
En application de l'article 132-1, le solde du compte de provision réglementée pour renouvellement des immobilisations à la clôture de l'exercice précédent l'exercice de première application du présent règlement a été transféré au compte de fonds dédiés concerné à l'ouverture du premier exercice d'application du présent règlement.
- Les autres contributions accordées au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations	1 959 917 €	1 961 636 €	788 190 €			3 133 363 €	40 000 €
Ressources liées à la générosité du public	2 034 528 €	664 951 €	869 558 €			1 829 921 €	
TOTAL	3 994 445 €	2 626 587 €	1 657 748 €			4 963 284 €	40 000 €

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés ».

5.7 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	310 902 €	4 000 €	148 250 €	166 652 €
Provisions pour charges	1 243 043 €	206 470 €		1 449 513 €
Total	1 553 945 €	210 470 €	148 250 €	1 616 165 €

5.7.1 Aménagement du cadre général – Diminutions (colonne C)

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des diminutions (reprises)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques	148 250 €		
Provisions pour charges	0 €		
Total	148 250 €		

5.8 Provision pour risques et charges

	Montant au début de l'exercice	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	310 879 €		4 000 €		148 250 €		166 652 €
Provisions pour charges	1 243 043 €		206 470 €	0 €	0 €		1 449 513 €
Total	1 553 945 €		210 470 €	0 €	148 250 €		1 616 165 €

5.8.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	1 449 513 €	0 €	1 449 513 €

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

— Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :

- La méthode 1 (application des dispositions de l'annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé : 64 ans.
- Taux d'actualisation : 3.1 %.

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

5.9 Produits et charges constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 805 K€ au 31/12/2024. Ils sont composés de :

- 579 K€ de Cotisations 2025
- 163 K€ d'abonnement à Oiseau Magasine
- 63 K€ Autres produits constatés d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 181 K€ et sont composées comme suit :

- 29 K€ Licence Sage Absys Cyborg
- 18 K€ Emballages boutique
- 20 K€ Microsoft
- 20 K€ ESSENTIA SOPHOS ANTI-VIRUS
- 94 K€ Autres charges constatées d'avance

6 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés.

Charges : aides financières, reports en fonds dédiés.

Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature.

6.1 Compte de résultat par origine et destination (CROD)



COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2024				EXERCICE 2023	
	TOTAL	%	générosité du public	%	TOTAL	générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE						
1. PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	11 516 263	34%	11 516 263	98%	11 516 263	98%
1.1 Cotisations sans contrepartie	2 033 010		2 033 010		1 924 458	1 924 458
1.2 Dons, legs et mécénat	9 483 244		9 483 244		7 540 806	7 540 806
- Dons manuels	5 254 600		5 254 600		4 557 884	4 557 884
- Legs, donations et assurances-vie	2 800 849		2 800 849		1 753 559	1 753 559
- Mécénat	1 427 795		1 427 795		1 229 363	1 229 363
1.3 Autres produits liés à la générosité du public						
2. PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	9 119 027	27%			9 119 027	
2.1 Cotisations avec contrepartie						
2.2 Parrainage des entreprises	354 947				509 318	
2.3 Contributions financières sans contrepartie fondations	8 764 080				8 044 091	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public						
3. SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	10 905 656	32%			10 905 656	
3.1 Europe	1 553 878				1 476 563	
3.2 Etat Français	3 893 375				4 352 737	
3.3 Régions	1 254 449				1 030 742	
3.4 Départements	558 720				613 865	
3.5 Communes	706 439				496 932	
3.6 Agences de l'eau	283 060				506 607	
3.7 Agence Française Biodiversité	1 821 184				819 700	
3.8 Autres	695 450				526 498	
4. REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS						
5. UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	2 418 298	7%	1 630 189	12%	2 418 298	12%
5.1 Fonds dédiés sur générosité du public	1 630 189	5%			2 394 249	
5.2 Fonds dédiés sur subventions	788 109	2%			59 604	
TOTAL	33 953 134	100%	13 146 362	100%	31 348 259	12 459 514
CHARGES PAR DESTINATION						
1. MISSIONS SOCIALES	21 255 667	63%	9 213 191	71%	20 282 681	9 619 348
1.1 Réalisées en France	20 964 796		9 079 561		20 179 810	8 527 721
- Actions réalisées par l'organisme	20 263 294		8 378 059		19 536 801	8 884 709
- Versements à d'autres organismes agissant en France	701 502		701 502		663 012	663 012
1.2 Réalisées à l'étranger	290 871		133 631		102 869	91 625
- Actions réalisées par l'organisme	230 201		63 061		14 336	3 093
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes	70 670		70 570		88 532	88 532
2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	7 046 195	21%	1 896 623	15%	6 391 563	1 067 876
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	2 382 836	7%	1 896 623		1 716 440	
2.2 Frais de recherche autour des territoires (coûts de personnel, de logistique)	4 663 359	14%			5 188 523	
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1 752 454	5%			1 425 148	
4. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS						
5. IMPOT SUR LES BENEFICES	9 641	0%			1 921	
6. REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	3 739 232	11%	1 777 596	14%	3 111 106	1 772 292
TOTAL	33 953 134	100%	12 887 410	100%	31 725 819	12 459 514
EXCEDENT OU DEFICIT	155 945		258 952		177 540	0

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2024		EXERCICE 2023	
	TOTAL	générosité du public	TOTAL	générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE	5 055 665	5 055 665	6 039 603	6 039 603
Bénévolat	4 764 186	4 764 186	5 522 095	5 522 095
Prestations en nature	203 976	203 976	415 527	415 527
Dons en nature	87 503	87 503	101 981	101 981
2. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3. CONCOURS PUBLIC EN NATURE				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	5 055 665	5 055 665	6 039 603	6 039 603
CHARGES PAR DESTINATION				
1. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	4 764 186	4 764 186	5 522 095	5 522 095
Réalisées en France	4 764 186	4 764 186	5 522 095	5 522 095
Réalisées à l'étranger				
2. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	291 479	291 479	517 508	517 508
TOTAL	5 055 665	5 055 665	6 039 603	6 039 603
EXCEDENT OU DEFICIT				

A+B - VISION AGREGÉE

A+B - Vision agrégée	EXERCICE 2024				EXERCICE 2023	
	TOTAL	%	générosité du public	%	TOTAL	générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE						
1. PRODUITS LIÉS A LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	16 571 918	42%	16 571 918	90%	15 504 867	15 504 867
2. PRODUITS NON LIÉS A LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	9 119 027	23%	0		8 553 409	0
3. SUBVENTIONS	10 905 556	28%	0		9 823 732	0
4. REPRISES SUR PROVISIONS ET DÉPRECIATIONS	2 418 298	6%	1 630 109	9%	3 505 853	2 994 249
5. UTILISATIONS DES FONDS DÉDIÉS ANTERIEURS						
TOTAL	39 014 799	100%	18 202 027	100%	37 387 862	18 499 116
CHARGES PAR DESTINATION						
1. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	26 019 853	67%	13 977 377	78%	25 804 776	15 141 441
2. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	7 046 195	18%	1 896 623	10%	6 904 963	1 067 876
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	2 043 933	5%	291 479	2%	1 942 656	517 508
4. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DÉPRECIATIONS	0	0%	0	0%	0	0
5. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	9 641	0%	0	0%	1 921	0
6. REPORTS EN FONDS DÉDIÉS DE L'EXERCICE	3 739 232	10%	1 777 596	10%	3 111 106	1 772 292
TOTAL	38 858 854	100%	17 943 075	100%	37 765 422	18 499 117
EXCÉDENT OU DÉFICIT	155 945		258 952		-377 560	0

6.2 Produits par origine

6.2.1 Produits liés à la générosité du public

6.2.1.1 Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publications ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

6.2.2 Dons, legs et mécénat

6.2.2.1 Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)

Le poste « dons manuels » comprend notamment le montant total des abandons de frais (comptabilisés en charges par nature) par les bénévoles, soit 334 K€ compte 754120.

6.2.2.2 Legs, donations, assurance vie

PRODUITS	Montants
Montant perçu au titre d'assurances-vie	810 676 €
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9 (1)	2 012 044 €
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	243 330 €
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	5 000 €
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	760 550 €

CHARGES	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	265 200 €
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	1 112 645 €

6.2.2.3 Mécénat

Le mécénat est un soutien financier ou matériel apporté par une personne morale ou une personne physique à une action ou une activité d'intérêt général.

Le montant octroyé au titre d'une convention de mécénat est comptabilisé en produit dans un compte « Mécénats » à la signature de la convention.

Si la convention est pluriannuelle la part attribuée relative aux exercices ultérieurs est comptabilisée en produits constatés d'avance.

Les conventions de produit-partage, qui consistent par exemple en un reversement d'une part du prix de vente d'un article ou d'un service à une entité bénéficiaire, revêtent soit la forme de mécénat soit la forme de parrainage selon les termes de la convention.

Un mécénat non financier constitue une contribution volontaire en nature.

6.2.3 Produits non liés à la générosité du public

6.2.3.1 Contributions financières sans contrepartie

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens. Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

- D'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité.
- Exceptionnels si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.

La rubrique « Contributions financières sans contrepartie » comprend :

- Les contributions financières reçues d'autres entités.
- Les versements des fondateurs des fondations d'entreprise et assimilés.
- La part de la dotation consommable virée au compte de résultat.

6.2.4 Subventions et autres concours publics

La rubrique « Subventions et autres concours publics » comprend :

— Subventions :

- (1) Les subventions d'exploitation ;
- (2) La quote-part des subventions d'investissements réintégrée au cours de l'exercice au compte de résultat.

— Concours publics définis à l'article 142-9 :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions.
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

6.2.4.1 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* ».

6.2.5 Reprises sur provisions et dépréciations

Les dotations aux amortissements constituent des charges définitives ventilées dans les rubriques de missions sociales, frais de recherche de fonds ou frais de fonctionnement.

Reprises sur provisions et dépréciations

- Sur provisions pour risques et charges : 148 K€.
- Sur dépréciation d'autres actifs, hors legs et donations destinés à être cédées : 13 K€.
- Sur dépréciation clients douteux : 37 K€.

6.3 Charges par destination

Seules les charges d'exploitation (et non les charges financières et les charges exceptionnelles) comptabilisées sur l'exercice peuvent être affectées à (l'utilisation des fonds pour) des projets définis.

6.3.1 Missions sociales

Les rubriques relatives aux missions sociales comprennent les charges engagées par l'entité pour la réalisation de ces missions et qui ont vocation à disparaître si elle cesse. Les charges engagées pour la réalisation des missions sociales comprennent les coûts directement liés aux activités et services rendus pour réaliser ces missions, tels que les frais de personnel directs, les fournitures et services extérieurs engagés pour réaliser les missions.

Elles comprennent également les coûts indirects qui sont engagés pour réaliser les activités et services rendus au titre des missions sociales. Ces coûts sont ceux qui sont mis en œuvre spécifiquement pour la réalisation d'une ou plusieurs missions sociales. Ces coûts sont généralement fonction de l'ampleur des missions réalisées. Ces coûts peuvent faire l'objet de répartitions et tiennent compte de l'utilisation effective des moyens concernés.

L'activité Boutique est fondée sur la vente par correspondance de biens concourant à la sensibilisation et à la protection de la nature auprès des sympathisants de l'association ; c'est ainsi que ses charges intégraient auparavant la rubrique relative aux missions sociales car la Boutique est un outil au service des missions sociales de l'association (sensibilisation du public, protection des espaces et des espèces etc.). En application du règlement ANC 2018-06, seul l'aspect marchand de cette activité est pris en compte et oblige à intégrer 100 % de celle-ci dans la rubrique « frais de recherche de fonds ». Cette affectation a réduit fortement en 2020 (vs 2019) la part des ressources consacrée aux missions sociales et gonfle celle affectée aux frais de recherche

de fonds. En conservant la même méthode de calcul qu'en 2019, les ressources affectées aux missions sociales de l'association seraient de 72 % au lieu de 67 %.

6.3.1.1 Réalisées en France

Actions réalisées par l'organisme.

Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France.

6.3.1.2 Réalisées à l'Etranger

Actions réalisées par l'organisme.

Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger.

6.3.2 Frais de recherche de fonds

- Les frais sont constitués :
- Des frais d'appel à la générosité du public qui comprennent les charges engagées par l'entité dans le but de recueillir auprès du public des moyens pour réaliser son action.
- Des frais de recherche d'autres ressources qui sont les frais engagés par l'entité dans le but d'obtenir des ressources non liées à la générosité du public et des subventions ou autres concours publics.

Les frais afférents à un legs engagés par l'entité préalablement à la date d'acceptation du legs sont inscrits en charges dans le compte de résultat selon leur nature.

Depuis 2020, les frais engagés pour l'activité Boutique sont intégrés dans les frais de recherche de fonds alors qu'ils intégraient dans les exercices antérieurs les missions sociales de l'association en raison de la nature de cette activité et des précision strictes du nouveau règlement.

6.3.2.1 Frais d'appel à la générosité du public

Les frais d'appel à la générosité du public correspondent aux frais de recherche et de traitement de dons et libéralités, charges engagées par notre entité dans le but de recueillir auprès du public des moyens pour réaliser notre action.

6.3.3 Frais de fonctionnement

La rubrique « Frais de fonctionnement » comprend les charges engagées pour la gestion et la gouvernance de l'entité (gouvernance, communication, ressources humaines, comptabilité et gestion financière, moyens généraux, informatique)

Les charges relatives aux fonctions relevant des frais de fonctionnement dont l'entité peut justifier l'affectation à la réalisation de missions sociales ou à des frais de recherche de fonds, sont affectées aux rubriques « Missions sociales » ou « Frais de recherche de fonds ».

6.3.4 Dotations aux provisions et dépréciations

Les dotations aux provisions et dépréciations concernent notamment les legs ou donations avec charges et les dépréciations des actifs acquis au moyen de la générosité du public.

Contrairement aux dotations aux provisions et dépréciations qui seront reprises lors de la constatation de la charge, objet de la provision ou de la dépréciation, ou si elles deviennent sans objet, les dotations aux amortissements constituent des charges définitives qui sont ventilées dans les rubriques de missions sociales, frais de recherche de fonds ou frais de fonctionnement.

6.4 Produits par origine des contributions volontaires en nature du CROD

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire. Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

6.4.1 Contribution volontaires (Produits) liés à la générosité du public

6.4.1.1 Bénévolat

Le bénévole est une personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial (Avis du Conseil économique et social du 24 février 1993) et selon l'objet et les règles de l'entité auprès de laquelle le bénévole s'engage.

Le bénévolat informel (aide aux voisins, coups de main) est à distinguer du bénévolat formel qui s'exerce au sein d'une structure organisée.

Le poids du bénévolat est très important dans une association comme la LPO, avec l'implication de milliers de bénévoles dans les actions de terrain, à commencer par l'alimentation des bases de données naturalistes qui sont au cœur de l'activité de l'association en matière de connaissance. Cette activité est indispensable pour orienter ses actions et échanger avec les pouvoirs publics sur l'orientation des politiques environnementales. La contribution des bénévoles a ainsi représenté 4.764 M€ en 2024. Il est valorisé sur la base du SMIC horaire brut au 1^{er} janvier 2024 soit 11.65 €.

6.4.1.2 Prestations en nature

Le prêt à usage est un contrat par lequel l'une des parties livre une chose à l'autre pour s'en servir, à la charge par le preneur de la rendre après s'en être servi. Le prêt à usage ne satisfait pas aux conditions de reconnaissance d'un actif au sens des articles 211-1 et suivants du plan comptable général. Le prêt à usage est comptabilisé en tant que contribution volontaire en nature.

6.5 Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges

6.5.1 Aides financières

Une aide financière est :

- soit une somme d'argent accordée à une personne physique à titre d'aide ou de secours.
- soit une contribution financière facultative octroyée par une entité à une autre entité destinée à la réalisation d'actions ou d'investissements.

Ces sommes ou contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Si l'entité (« collecteur reverseur »), qui assure la collecte en son nom, a le choix de l'entité bénéficiaire, ce versement est une aide financière. Si un accord ou une convention désigne

expressément le bénéficiaire du reversement de tout ou partie de la collecte, ce versement est une quote-part de générosité du public reversée.

Si notre entité est « bénéficiaire » du reversement par un organisme agissant en son nom, les reversements reçus sont comptabilisés en produits « contributions financières » ou en quote-part de générosité du public « reçues».

Si notre entité agit comme organisme collecteur au nom d'un bénéficiaire, cette collecte et son reversement sont comptabilisés en compte de tiers.

Si notre entité bénéficie de versements d'un organisme mandaté par notre entité agissant au nom de notre entité, les montants reçus sont en produits en nature « Dons ».

Les aides financières telles que ci-dessus définies sont comptabilisées à la date d'octroi de l'aide dans un compte de charges d'exploitation si elles correspondent à l'activité normale de l'entité ; soit 1 428 K€ en 2023 compte 657 et 1 174 K€ en 2024 compte 657.

6.6 Compte d'emploi des ressources

EMPLOIS	Exercice N	Exercice N-1	RESSOURCES	Exercice N	Exercice N-1
1 - MISSION SOCIALES *	3 219 191	3 619 346	1 - RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France	3 679 561	3 527 721	1.1 Cofinancements sans contrepartie		
- Actions réalisées directement	8 378 059	8 864 789			
Les travaux réalisables aux actions de protection de la nature	2 624 851	2 746 313	1.2 Dons, legs et mécénats	11 516 253	9 465 265
Protection - gestion - espèces - espèces + outils de communication	3 683 291	3 551 013	- Dons manuels non affectés	4 550 225	4 103 390
Sensibilisation à l'environnement	2 065 917	2 527 582	- Dons manuels affectés	704 376	454 505
			- Legs, donations et assurance vie non affectés	2 800 843	1 753 559
- Versements à d'autres organismes agissant en France	701 502	663 012	- Legs, donations et assurance vie affectés	0	0
Reversement associations locales LPO	701 502	663 012	- Cotisations	2 033 010	1 324 455
Versement fonds de dotation LPO			- Mécénat	1 427 735	1 223 563
			1.3 Autres produits liés à l'appel à la générosité du public		
1.2 Réalisées à l'étranger	133 631	31 625			
- Actions réalisées directement	63 061	3 033			
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes (Birdlife International)	70 570	88 592			
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	1 836 623	1 067 876			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public - dons et legs	1 883 123	1 067 876			
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés	10 500	0			
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	0	0			
Frais de fonctionnement	0	0			
TOTAL DES EMPLOIS	11 109 814	10 687 222	TOTAL DES RESSOURCES	11 516 253	9 465 265
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DÉPRECIATIONS	0	0	2 - REPRISES DES PROVISIONS ET DÉPRECIATION	0	0
5 - REPORTS EN FONDS DÉDIÉS DE L'EXERCICE	1 771 596	1 772 282	3 - UTILISATIONS DES FONDS DÉDIÉS	1630 103	2 994 243
EXCÉDENT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE	258 352	0	DÉFICIT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE	0	0
TOTAL	13 146 362	12 459 514	TOTAL	13 146 362	12 459 514
			RESSOURCES REPORTÉES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN DÉBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DÉDIÉS)	0	0
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	258 352	0
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la gestion de public de l'exercice	-258 352	0
			RESSOURCES REPORTÉES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DÉDIÉS)	0	0
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Exercice N	Exercice N-1	RESSOURCES DE L'EXERCICE	Exercice N	Exercice N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			1- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
1- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			Bénévolat	4 764 186	5 522 095
Réalisées en France	4 764 186	5 522 095	Prestations en nature	203 976	4 15 521
Réalisées à l'étranger			Dons en nature	67 503	517 506
2- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES À LA RECHERCHE DE FONDS					
3- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	291 419	517 506			
TOTAL	5 055 605	5 925 514	TOTAL	5 055 605	5 925 514
FONDS DÉDIÉS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	Exercice N	Exercice N-1			
FONDS DÉDIÉS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN DÉBUT D'EXERCICE	3 838 322	5 060 279			
(-) Utilisation	-1 630 103	-2 994 243			
(+) Report	1 771 596	1 772 282			
FONDS DÉDIÉS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	3 979 815	3 838 322			

6.7 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

6.7.1 Honoraires des commissaires aux comptes

	Montant
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	28 762
Au titre d'autres prestations	3 000
Honoraires totaux	31 762

7 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

7.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à 294 K€ en 2024.

8 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	56
Employés	252
Total	308